

Travaux de la Chambre

Ce qui continue de me laisser perplexe dans ce régime de pension, c'est que, scrutin après scrutin, les Canadiens ont clairement fait savoir qu'ils voulaient que ce régime soit modifié. Il est loin de l'être. Même les sondages effectués auprès des supporters libéraux montrent que ces derniers veulent que le régime soit modifié.

Nous nous trouvons peut-être devant ce qu'on appelle l'écoute sélective. L'on n'écoute que ce que l'on veut entendre et l'on ne tient pas compte de ce que les Canadiens disent.

Les candidats ne devraient jamais être attirés en cet endroit par l'appât du gain. D'ailleurs, je ne pense pas que ce soit le cas de la plupart des députés. Personnellement, lorsque je suis arrivé ici, je n'avais pas la moindre idée du montant total des avantages dont jouissent les députés et, franchement, ça m'était bien égal. J'étais plus préoccupé par les problèmes et par les solutions à mettre en place pour assainir les finances publiques. Ma rémunération était secondaire. Nous ne contestons pas le fait que nous devons être justement rémunérés, et c'est tout ce que demandent les Canadiens.

L'arrogance et le mépris du Parlement dont nous avons été témoins hier à la Chambre doivent être dus à la cote de popularité surestimée des libéraux qui leur fait croire qu'ils peuvent faire ce qu'ils veulent et qu'ils sont adulés de la population. Nous avons vu ce qui vient d'arriver en Ontario à un parti libéral qui pensait avoir la cote et pouvoir faire ce qu'il voulait. «Nous n'allons rien faire. Nous allons nous tenir tranquilles. Nous allons laisser passer l'orage.»

M. Penson: Il est arrivé la même chose au Manitoba.

M. Ed Harper (Simcoe-Centre, Réf.): C'est exact. Il est arrivé la même chose au Manitoba.

Ce dont nous sommes témoins dans ce cas-ci, c'est de sondages d'opinion superficiels dont les résultats sont surestimés, mais, lorsque le moment de vérité arrive, comme en Ontario et au Manitoba, les électeurs sanctionnent les politiciens qui ne les écoutent pas, comme le révèle ce qui est alors un véritable sondage. Je suis fier de pouvoir dire que j'ai renoncé au régime de retraite, tout comme tous mes collègues réformistes. J'attends les prochaines élections fédérales avec impatience et je me ferai un plaisir de débattre du régime de retraite des députés, n'importe quand et n'importe où. Ce sera une joie pour moi.

• (1325)

Lorsque j'aborde cette question, je suis partagé entre des émotions contraires. D'une part, je veux qu'il y ait des changements, mais de l'autre, je suis absolument convaincu que les libéraux sont en train de creuser leur tombe et qu'ils ne s'en sortiront jamais. Ils sont en train de garantir la victoire du Parti réformiste en 1997. Cela ne fait aucun doute. Ils refusent de comprendre. Ils sont bouchés.

Ils pensent qu'ils ont gagné les élections. Il n'en est rien. Les conservateurs ont perdu les élections. Les conservateurs se sont fait mettre à la porte et les libéraux étaient là. Les électeurs canadiens savaient parfaitement ce dont ils ne voulaient pas. Ils ne savaient pas vraiment pour qui ils devaient voter, mais on savait que les électeurs canadiens voteraient en fonction des problèmes à régler. Ils surveillent les politiciens. Ils surveillent leurs promesses et leur intégrité. Les promesses non tenues coûteront très cher aux libéraux aux prochaines élections. Ils ont

renié un si grand nombre des promesses de leur livre rouge que je ne peux pas m'imaginer comment ils pourraient survivre.

Nous venons de voir un peu quelle est l'efficacité de leur livre rouge, car le livre rouge utilisé en Ontario n'a pas été très profitable pour les libéraux. Il les a détruits.

Voilà donc pour le dossier des pensions. J'en ai parlé parce que, même si les sommes en cause ne sont pas énormes, c'est un sujet très important aux yeux des électeurs canadiens. Il l'était en 1993 et le sera davantage en 1997. Cela ne fait aucun doute, parce que notre situation financière se sera de toute évidence encore dégradée. Cela ne fait aucun doute. Comme le gouvernement nous engage sur la pente descendante, notre dette publique prendra des proportions encore plus graves. Notre dette s'élèvera à 600 milliards de dollars. L'excédent des dépenses se chiffrera toujours à 25 milliards de dollars et les paiements d'intérêts à 50 milliards de dollars par année. La nécessité d'équilibrer le budget pour réussir à payer des intérêts au rythme de 50 milliards de dollars par année représente un défi énorme pour n'importe quel gouvernement. Or, les libéraux ne parviennent pas à relever un tel défi.

Parlons donc du projet de loi sur le contrôle des armes à feu, l'une des trois mesures législatives imposées à toute vapeur à la Chambre pour que le débat ne puisse avoir lieu adéquatement et que l'opposition n'ait pas la chance d'exprimer toutes les préoccupations que suscitent ces mesures. Le projet de loi sur le contrôle des armes à feu est une habile échappatoire, un écran de fumée, un effort pour montrer que le gouvernement fait quelque chose. Si l'on demandait aux Canadiens quelles sont les dix questions primordiales au Canada, à l'heure actuelle, le contrôle des armes à feu ne se classerait même pas en onzième position. Nous dépensons un temps et une énergie considérables sur un projet de loi qui ne fera rien pour résoudre le problème auquel il est censé s'attaquer, à savoir l'absence de sécurité dans les foyers, dans les rues et dans nos collectivités. Il ne fera rien de cela.

M. Ramsay: Et il n'entrera pas en vigueur avant huit ans.

M. Harper (Simcoe-Centre): Et il ne rentrera pas en vigueur avant huit ans. Les libéraux ont fait tout un cas de quelque chose qui n'est pas réellement important, parce qu'ils refusent de s'attaquer aux choses qui comptent réellement, comme le déficit et la dette, ou comme le système de justice criminelle et la création d'emplois. Voilà les questions auxquelles la population canadienne voudrait que l'on s'attaque, alors qu'on ne le fait pas. Le contrôle des armes à feu est un écran de fumée destiné à faire croire que le gouvernement agit vraiment.

À propos de ce projet de loi sur le contrôle des armes à feu, l'autre côté nous sert des arguments comme: «Mais il a l'appui de la population.» Cet appui diminue, mais est-ce que les libéraux se préoccupent de cette diminution de l'appui? Quand on demande aux gens s'ils sont en faveur du contrôle des armes à feu, ils répondent: «Oui». Quand on leur demande s'ils pensent que cela conduira à une réduction de la criminalité, ils disent: «Non». Ils appuient le contrôle des armes à feu, mais ils admettent en même temps qu'il ne conduira pas au résultat dont le gouvernement parle.

Alors, que faut-il faire? Pourquoi le gouvernement ne répond-il pas?